

Stop à la mascarade !



Avec un protocole sanitaire allégé et surtout aucun moyen pour le faire respecter, nous savons depuis la rentrée que nous courons à la catastrophe. Aujourd'hui le gouvernement adopte un discours culpabilisateur et Macron vient d'annoncer ce mardi 14 octobre de nouvelles restrictions. Pour SUD éducation l'heure est à la prise de mesures fortes pour protéger l'ensemble des salarié-e-s et les usagers et usagères des services publics.

Pas de moyens supplémentaires

Alors que l'Éducation nationale a été durement impactée par l'épidémie avec une longue fermeture des établissements scolaires, rien n'a pourtant été organisé pour permettre une rentrée garantissant l'accueil des élèves comme la sécurité des personnels.

Pour SUD éducation, répéter l'expérience des fermetures d'établissements n'est pas souhaitable. C'est pour ça que le gouvernement devrait tout faire pour l'éviter. Force est de constater que nous en sommes loin : aucun recrutement significatif, pas de plan

de constructions ou de réquisitions de locaux, pas de dédoublements, pas d'investissements, pas de dotation en masques gratuits pour les élèves et le rationnement en masques pour les personnels.

La gestion de l'épidémie par le déni

Au contraire, l'Éducation nationale pratique la politique de l'autruche. Alors que ce qui était bon en juin dernier n'est plus valable en septembre, plus le nombre de cas augmente et moins ils sont comptabilisés. Presque aucun cas contact sur nos lieux de travail, pas de test systématique des élèves lorsqu'il y a des cas dans une classe, mesures d'isolement au compte goutte : à force de vouloir cacher l'épidémie pour valider les décisions politiques désastreuses on la nourrit. Les établissements ne fermant pas en cas de personnels positifs dans le premier degré, même dans le cas

où toute l'équipe est atteinte, se sont des enseignant-e-s remplaçant-e-s qui se déplacent d'écoles en écoles, parfois par demi-journée avec le risque accru d'attraper le virus. De plus, au lieu de prendre leurs responsabilités, de nombreux-ses DASEN et IEN culpabilisent les équipes en les accusant de négligence pendant leur pause repas. Par ailleurs l'administration n'anticipe aucunement d'éventuelles fermetures d'établissements à des échelles plus larges : rien sur l'attribution de matériel aux familles, et aux élèves et aux enseignant-e-s, rien sur le cadrage réglementaire de

l'enseignement à distance, rien sur l'organisation à prévoir des enseignements et l'accueil des publics fragiles par exemple. Comme début mars, le ministère répète en boucle "on est prêts", alors qu'il n'a rien communiqué sur le sujet depuis une circulaire laconique de début juillet. Ce n'est pas acceptable : les personnels doivent avoir des éléments d'anticipation pour débattre, entre eux, des meilleures manières d'assurer la continuité des apprentissages dans le respect de leurs statuts et de leurs conditions de travail.

Il faut un plan d'urgence

Plutôt que de tout renvoyer à la responsabilité individuelle, il faut des mesures fortes. SUD éducation propose depuis juin dernier un plan d'urgence pour l'éducation. Du retard a été pris mais il n'est pas trop tard ! SUD éducation propose 34 mesures à appliquer immédiatement ! Nous appelons les per-

sonnels à s'organiser dans les établissements pour faire imposer les mesures sanitaires essentielles et à continuer de faire remonter toutes les difficultés rencontrées localement. **SUD éducation appelle les personnels à se mobiliser par tous les moyens pour faire appliquer ces 34 mesures.**

UN PLAN D'URGENCE POUR L'ÉDUCATION
34
mesures

éducation
SUD
Solidaires